



L'énigme du gouvernement Monti

Marc Lazar

► To cite this version:

| Marc Lazar. L'énigme du gouvernement Monti. 2012. hal-01070350

HAL Id: hal-01070350

<https://sciencespo.hal.science/hal-01070350>

Preprint submitted on 1 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



SciencesPo.

CERI
CNRS

L'ENIGME DU GOUVERNEMENT MONTI

Marc Lazar

(Professeur des universités à Sciences Po rattaché au CERI)

L'Italie, on connaît le cliché, est le pays des miracles. Et elle semble bien en train d'en accomplir un nouveau avec le gouvernement Mario Monti. Mis en place après la démission de Silvio Berlusconi en novembre 2011, ce nouvel exécutif jouit d'une grande popularité en dépit du fait qu'il administre une thérapie de cheval aux Italiens. Comment élucider une telle énigme ? Plutôt que d'invoquer la manne tombée du ciel, il s'agit d'analyser le plus rationnellement possible une situation au demeurant assez inédite.

L'image favorable dont bénéficie le Président du Conseil provient de la convergence de trois principaux facteurs. En premier lieu, la désillusion progressive, amorcée à partir de 2009-2010, des électeurs de Silvio Berlusconi. De 1994 à 2008, année où il remporte les élections pour la troisième fois, *Il Cavaliere* a agrégé, en se référant à des valeurs contradictoires et en multipliant les promesses autour de sa personne, de multiples composantes sociales : artisans, commerçants, professions libérales et chefs d'entreprises du Nord du pays ; méridionaux peu politisés, dotés d'un faible niveau d'instruction, inquiets de l'évolution de leur pays, de l'Europe, de la globalisation et de l'immigration massive et récente qu'a connue la péninsule ; électeurs effrayés par les problèmes d'insécurité, retraités et enfin catholiques pratiquants réguliers. La détérioration de la situation économique et sociale et les révélations sur les frasques de la vie privée du Président du Conseil ont suscité la déception de ses *tifosis*. Deuxième facteur, depuis que Silvio Berlusconi s'est lancé en politique, la masse des Italiens qui lui sont opposés n'a qu'une obsession : se débarrasser de lui, de quelque façon que ce soit. L'opération réussie par le Président de la République Giorgio Napolitano le 16 novembre dernier les a comblés. Peu importe, pour le moment, la personne qui l'a remplacé au Palais Chigi (siège de la Présidence du Conseil à Rome) du moment que Silvio Berlusconi disparaît définitivement de la scène politique : tel est le sentiment de cette partie de l'Italie. Enfin, jamais la défiance envers les partis et les responsables politiques n'a été aussi élevée. Dans ces conditions, le soutien à une personnalité non politique est aisément acquis. D'autant qu'en l'occurrence, celle-ci est dotée de multiples ressources : la sobriété, une compétence économique indiscutée, une éthique au-dessus de tout soupçon, une élégance intellectuelle et un style *British*, très churchillien.

Cela signifie-t-il que l'Italie négocie un virage historique par rapport à la conjoncture économique et à Berlusconi ? Durant l'été 2011, celui-ci avait déjà commencé d'expliquer aux Italiens que, contrairement à ce qu'il leur avait dit depuis 2008, le pays n'était plus à l'abri des secousses économiques et ne constituait plus un havre de prospérité dans un monde profondément déstabilisé. Il avait d'ailleurs improvisé, dans une grande confusion due aux divergences qui l'opposaient à son ministre de l'Economie, Giulio Tremonti, plusieurs correctifs budgétaires. Mario Monti et son gouvernement ont déployé – on n'en attendait pas moins de cette équipe rassemblant autant de professeurs – une véritable pédagogie de la crise pour justifier leur drastique et très sévère politique d'austérité et de rigueur. Les Italiens ont alors saisi la gravité de la situation. Convaincus ou contraints ? Sans doute un peu des deux. La prise de conscience de la gravité de l'état du *bel paese* et, en conséquence, des efforts à fournir, est-elle réelle ? L'avenir le dira. Mais assurément l'histoire nous enseigne que ce peuple sait, dans des situations dramatiques, s'unir pour se

retrousser les manches. Ce fut le cas après la Deuxième Guerre mondiale, dans les années 1970 face au terrorisme et à une conjoncture économique déjà difficile, ou encore au début des années 1990 pour adopter l'euro. Par ailleurs, en 2012, il ne fait guère de doute que Berlusconi a achevé sa trajectoire politique, même si lui et certains de ses amis rêvent d'un retour en force. Les Italiens ont-ils définitivement tourné la page Berlusconi ? Comment expliquer ce revirement ? Par la versatilité des foules ? Un processus d'amnésie collective ou de forclusion relevant de la psychologie collective ? Les futurs historiens auront la tâche de nous proposer des explications convaincantes. Dans l'immédiat, Silvio Berlusconi a cependant encore quelques atouts : il possède de l'influence, de l'argent et des capacités de représailles. D'où d'ailleurs les deux sujets qu'il a érigés en tabous pour le gouvernement Monti : la justice et la RAI. Et surtout, il laisse derrière lui des morceaux de l'édifice qu'il a construit des années durant, le berlusconisme, cette combinaison de deux choses : une hégémonie culturelle et le soutien fidèle de nombreux Italiens. Avec une question cruciale : qui captera cet héritage ?

Reste à saisir le paradoxe de la politique italienne de cette année 2012. Le gouvernement Monti est présenté comme technique puisqu'il ne compte aucun politique. Mais peut-on donner pareille qualification à une équipe qui travaille en cheville avec le président de la République, Giorgio Napolitano, personnalité politique par excellence, et qui, en quelques mois, a ouvert tant de chantiers de réformes (assainissement des comptes publics, libéralisation, simplification administrative, lutte contre la fraude fiscale, assouplissement du marché du travail, etc.) dans un pays qui éprouve traditionnellement les plus grandes difficultés à changer ? Or cet exécutif est soutenu par l'opinion qui ne sait trop où le situer – à droite, au centre-droit, au centre-gauche ? – non seulement parce que les Italiens se défient de leurs partis et de leurs leaders, les sondages sont accablants à cet égard, mais parce que l'ensemble du système partisan et les partis eux-mêmes connaissent un processus de déstructuration. Depuis 2008, une sorte de quadrille bipolaire s'était mis en place : deux grands partis, qui aspiraient à forger un bipartisme – le Peuple de la liberté (PDL), au centre droit, et le Parti démocrate (PD), au centre gauche – flanqués chacun d'un allié – la Ligue du Nord, d'un côté, l'Italie des valeurs de l'ancien juge Antonio Di Pietro, de l'autre. S'efforçaient de résister à cette dynamique quelques partis de droite extrême, de la gauche radicale et du centre. Tout cela s'est effondré. Les alliances sont rompues entre le PDL et la Ligue, sans doute entre le PD et l'Italie des valeurs, cependant que le centre a constitué un troisième pôle avec lequel le PDL comme le PD voudraient bien trouver des accords, même si dernier est aussi intéressé à ne pas laisser d'espace sur sa gauche. Le PD et le PDL sont divisés en leur sein et sur leurs stratégies. Le PDL ne sait pas comment

exister au-delà de Silvio Berlusconi qui l'a créé et façonné à son image. La Ligue du Nord est secouée par une profonde crise liée à des détournements de fonds et qui a conduit son fondateur, Umberto Bossi, à la démission. Le PD est totalement déchiré sur tous les sujets, comme, par exemple, celui crucial de la réforme du marché du travail condamnée par la CGIL, le syndicat proche de l'ex-PCI dont sont issus la plupart des dirigeants du PD, et rejetée par de nombreux Italiens (ce qui d'ailleurs contraint le gouvernement à rechercher des compromis par rapport à ses intentions originelles). Davantage : obsédés depuis 1994, par la figure de Silvio Berlusconi, pour le soutenir contre vents et marées, ou, à l'inverse, pour le fustiger et le diaboliser, les partis se montrent incapables de proposer des projets, d'indiquer des voies pour l'avenir et de répondre au malaise des Italiens qui oscillent entre rejet de toute politique et aspiration profonde à son renouvellement. Après les municipales partielles du mois de mai, qui seront scrutées par le menu par les partis, les élections parlementaires de 2013 approcheront : or aucun acteur politique ne semble prêt à les affronter, d'autant que les tractations sur une éventuelle réforme du mode de scrutin sont au point mort.

Ainsi va l'Italie, comme le fameux bateau du film de Federico Fellini. A la fois déterminée à sortir du marasme économique, fière d'avoir, grâce au gouvernement Monti, retrouvé une crédibilité européenne et internationale, mais avançant dans un brouillard politique et menacée par les fortes bourrasques que ne manqueront pas d'engendrer les tensions sociales qui s'annoncent.